



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## **Conférence de presse internationale**

**Discours de Bruno Le Maire,  
ministre de l'Économie et des Finances**

***Bercy***

*Jeudi 2 avril 2020*

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



Mesdames et messieurs,

Depuis plusieurs semaines, le monde est confronté à une crise sanitaire majeure, qui a un impact économique considérable sur tous les continents sans exception.

Contrairement à la crise de 2008, cette crise économique touche l'économie réelle : en France, ce sont des centaines de milliers d'entrepreneurs, petits ou grands, qui sont frappés.

Cette crise est globale : aucun pays n'est épargné, le virus ne connaît pas de frontières.

Les chaînes de production sont totalement imbriquées et nous dépendons tous les uns des autres.

Parce que la croissance était globale hier, la crise économique sera globale demain.

Cette crise enfin est durable : elle touche de plein fouet l'Europe, après la Chine et avant les Etats-Unis.

Le redressement économique en Europe et dans le monde sera donc long, difficile et coûteux. Il n'y aura pas de miracle, il n'y aura que des efforts à fournir :

- des efforts économiques pour financer cette relance ;
- des efforts de solidarité, en particulier entre les nations européennes ;
- et des efforts d'imagination pour construire le monde d'après.

## **1. Face à cette crise, la France a agi vite et fort**

Dès le 6 mars, j'ai proposé au président de la République un plan d'urgence économique qui est désormais mis en œuvre sous l'autorité du Premier ministre.

Il repose sur trois piliers :

- **1<sup>er</sup> pilier : le soutien aux salariés**

Nous avons mis en place un dispositif de chômage partiel jusqu'à 4,5 salaires minimum qui est désormais le plus généreux en Europe. Il concerne déjà 4 millions de salariés.

- **2<sup>ème</sup> pilier: la trésorerie des entreprises**

Nous avons décidé du report de toutes les charges sociales et fiscales pour toutes les entreprises qui le souhaitaient.

Nous avons mis en place un fonds de solidarité, auquel 300 000 entreprises ont déjà fait appel.

Nous avons mis en place une garantie de l'Etat pour les nouveaux prêts. 40 000 entreprises y ont déjà fait appel pour un montant total de 7 milliards d'euros et un prêt moyen de 135 000 euros par entreprise.

- **3<sup>ème</sup> pilier : la protection de nos entreprises stratégiques**

J'ai transmis au président de la République une liste d'entreprises qui pourraient être fragilisées sur les marchés.



Nous nous tenons prêts à employer tous les moyens à notre disposition pour les protéger : montée au capital, recapitalisation ou en dernier recours nationalisation.

Comprenez-moi bien, nous gardons la cohérence de notre politique économique et nous la garderons. Il ne s'agit pas de passer à une économie administrée. S'il doit y avoir des nationalisations, elles seront temporaires.

L'Etat n'a pas vocation à diriger l'économie, en revanche il a la responsabilité de protéger ses fleurons industriels

A circonstance exceptionnelle, mesures exceptionnelles.

## **2. Face à cette crise, l'Union Européenne a aussi une responsabilité décisive**

Soit l'Europe retrouve ses racines politiques et elle se renforcera, soit l'Europe cède à la panique et aux égoïsmes nationaux et elle disparaîtra.

Les racines politiques de l'Europe, c'est la solidarité.

Les racines politiques de l'Europe, c'est la sécurité.

Les racines politiques de l'Europe, c'est la dignité de la personne humaine notamment face à la maladie.

Ce sont ces racines que nous devons retrouver :

*Siamo tutti italiani*

*Todos somos España*

Nous sommes tous Européens.

### **Sur le plan économique et financier, l'Union européenne a pris de bonnes décisions et je veux les saluer.**

- En activant *l'escape clause*, la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, a pris la bonne décision. Elle nous permet de nous libérer des règles du pacte de croissance et de stabilité.
- Les 750 milliards d'euros de la Banque Centrale Européenne étaient une bonne décision.
- La levée des contraintes sur les aides d'Etat est une bonne décision.

Maintenant, l'Union européenne doit aller plus loin et frapper plus fort pour soutenir nos économies.

Nous y travaillons activement avec tous nos partenaires européens, en particulier Olaf Scholz. Je peux vous confirmer que la coopération franco-allemande dans le domaine économique et financier est quotidienne et positive.

L'Union européenne doit utiliser les instruments de crise qui sont à sa disposition.

Je pense d'abord à l'activation du Mécanisme Européen de Stabilité, avec des conditionalités légères et qui ne stigmatisera aucun pays, sur lequel nous devrions pouvoir trouver un accord dès le prochain Eurogroupe.



Je pense aussi à la création de nouveaux financements de la Banque européenne d'investissement à hauteur de 200 milliards d'euros.

Je pense, enfin, à la création d'un régime d'assurance-chômage pour un montant de 100 milliards d'euros comme Ursula Von Der Leyen l'a proposé.

Ces trois instruments pourraient définir un cadre européen commun pour faire face à la crise immédiatement.

En plus de ce cadre commun, l'Union européenne doit avoir une réflexion libre sur les instruments nécessaires pour relancer une économie d'après crise.

L'Europe a besoin de solidarité.

La solidarité, ce sont des moyens financiers à la hauteur du défi économique.

La solidarité, c'est être capable d'unir nos forces pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire.

Evitons les débats idéologiques sur les eurobonds ou les coronabonds !

La seule question est politique: faisons-nous bloc ensemble ou non ?

Faisons-nous bloc, comme un continent unifié, pour faire face aux conséquences durables et dramatiques de la crise économique, ou donnons-nous au monde l'image triste d'un continent divisé entre le Nord et le Sud ?

Comme le président de la République l'a expliqué : nous sommes un unique continent faisant face à la même crise, nous devons faire bloc.

C'est pourquoi la France a proposé de créer un fonds européen temporaire et exceptionnel dédié à aider tous les pays européens à se relancer de manière coordonnée.

Ce fonds aura un objectif stratégique : coordonner les mesures économiques qui seront nécessaires pour relancer l'économie européenne une fois la crise sanitaire derrière nous.

Ce fonds pourrait émettre des obligations avec plusieurs garanties communes à tous les Etats membres.

Ce fonds pourrait être géré par la Commission européenne et financerait des programmes dédiés pour renforcer les systèmes de santé et relancer l'économie.

Ces programmes seraient cohérents avec le Green Deal et la stratégie industrielle détaillée par la Commission le 10 mars et viseraient spécialement à contribuer à la relocalisation en Europe des chaînes de valeur stratégiques.

Les pays pourraient bénéficier du fonds en fonction des conséquences économiques de la crise sanitaire sur leur économie. Le fonds serait limité à une période de 5 à 10 ans.

Je veux éviter toute confusion avec les négociations budgétaires actuelles, le fonds ne rentrerait pas dans le cadre financier pluriannuel de l'Union européenne.

Les obligations communes émises par le fonds pourraient être remboursés sur le long terme grâce à une ressource exceptionnelle comme un impôt de solidarité ou une contribution des Etats membres.



Enfin, l'Union européenne doit repenser son modèle économique avec un objectif stratégique rappelé par le président de la République : la souveraineté économique.

Cela doit nous amener à réfléchir collectivement à la réorganisation de nos chaînes de valeurs, aux investissements nécessaires dans le secteur de la santé, et à la protection de nos frontières.

N'ayons pas peur du mot "protection". La protection, ce n'est pas le protectionnisme. La protection, c'est la défense légitime de nos intérêts économiques les plus vitaux.

Nous pouvons d'autant plus lancer cette réflexion, que nous avons engagé des travaux depuis 2 ans, en particulier avec Peter Altmaier.

Nous avons demandé de longue date un ajustement de la politique industrielle, une modification de la politique de la concurrence et une indépendance industrielle dans les secteurs stratégiques, comme les batteries électriques ou l'intelligence artificielle.

Nous avons eu la bonne intuition. Il est temps de transformer ces intuitions en actes pour bâtir une véritable souveraineté industrielle européenne.

Ma conviction est simple : l'Union européenne a, avec cette crise, une chance historique de devenir enfin une grande puissance économique et politique, entre les Etats-Unis et la Chine.

L'Union européenne doit saisir cette occasion.

### **3. Enfin, je voudrais rappeler que dans toutes les grandes crises économiques, ce sont toujours les plus faibles qui sont les plus touchés.**

Nous avons la responsabilité d'éviter un drame dans les pays en développement, en particulier en Afrique.

La France soutient l'idée de Droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI à hauteur de 500 milliards de dollars.

Nous soutenons également qu'une nouvelle ligne de crédit rapide pour compléter la ligne de *swap* des banques centrales soit introduite pour soutenir les pays qui ont en le plus besoin.

Enfin, nous soutenons un moratoire de la dette des pays les plus pauvres dans les mois à venir. Le Club de Paris, qui a l'expérience de ces situations, devrait être à l'avant-garde de cette initiative.

Comme ministre de l'Economie et des Finances, je mesure tous les jours la brutalité de cette crise pour tous nos concitoyens et pour tous les européens. Je suis convaincu que nous saurons faire face. Nos économies sont solides. Notre tissu industriel est solide. Notre technologie nationale et européenne sont à la pointe du progrès.

Si nous rassemblons nos forces, nous vaincrons.